

ANALYSE DE L'EFFICACITE DES MARCHES AGRICOLES EN AFRIQUE : L'APPORT DE DIFFERENTES THEORIES ET METHODES.

Michel Griffon. Cirad.

Séminaire SHS Cirad Septembre 2003.

Ce texte a été réalisé en s'appuyant principalement sur des études réalisées par D. Bastianelli, R. Ducrot, G. Duteurtre, B. Leverrier, F. Ruf et M. Griffon, dans le cadre d'une étude demandée par le Ministère des Affaires Etrangères DGCID publiée en 2001 intitulée : filières agroalimentaires en Afrique : comment rendre le marché plus efficace ?

Résumé

L'analyse de l'efficacité des marchés agricoles ne peut se faire qu'en se référant à une théorie permettant une représentation de ces marchés. Elle suppose la comparaison entre des situations réelles et des représentations stylisées que la théorie propose. Il existe plusieurs théories de référence. Certaines sont brièvement rappelées. Aucune ne suffit à embrasser la complexité des phénomènes économiques et sociaux à l'oeuvre dans le fonctionnement des marchés. Mais chacune offre un angle de vue particulier utile pour la connaissance et pour préparer des décisions publiques visant à l'amélioration de l'efficacité. En Afrique, la grande diversité des formes de marché amène aussi à utiliser ces théories en vue d'élaborer des typologies permettant de représenter les différents aspects de cette diversité et de faciliter la compréhension des économies de marché dans leur ensemble. Cinq cas de filières ont été analysés ce qui est très insuffisant pour tirer des conclusions. D'autres références d'études de filières et de marchés ont été utilisées en complément. L'analyse conforte l'idée que l'efficacité d'un marché ne peut d'abord se concevoir que dans les cadres institutionnels propres aux sociétés dans lequel il se situe. Mais tout système de marché peut changer de cadre institutionnel au cours du temps, en vue, notamment, de satisfaire à de nouveaux critères d'efficacité qui servent alors de critères de jugement. C'est actuellement le cas en Afrique où s'impose peu à peu un cadre de marché basé sur la référence de concurrence parfaite qui fait émerger des formes plus libérales de fonctionnement des marchés. Dans ce contexte, il reste que, pour comprendre les phénomènes en cours, le cadre d'analyse de la concurrence parfaite est insuffisant et qu'il est utile d'en utiliser plusieurs de manière éclectique afin de limiter les risques de définition d'application de politiques inappropriées.

1. Introduction

La faible évolution des performances agricoles enregistrée en Afrique dans les dernières décennies amène à en rechercher les causes. Parmi celles-ci, l'idée que les marchés agricoles auraient une faible efficacité a été fréquemment avancée. Plus précisément, ont été mises en cause les formes administrées des marchés agricoles, qu'il s'agisse des marchés relatifs aux produits d'exportation (café, cacao, coton,...) ou des marchés céréaliers domestiques. Ce sont ces marchés domestiques qui ont été les premiers à connaître une dérégulation dans le cadre des politiques d'ajustement structurel. La dérégulation des marchés d'exportations est très avancée. Différentes thèses sur le fonctionnement des marchés dans la phase post-ajustement **structurel** (Dupressoir, 1998 ; Merdaoui, 1999) ont montré qu'une fois disparues les formes étatiques de marché, subsistaient des formes nombreuses et variées d'organisation. Elles sont **encore peu analysées**. Beaucoup apparaissent aujourd'hui comme des formes de transition. L'analyse de l'efficacité des marchés s'applique donc à ces formes post-ajustement **structurel**.

2. Objectifs, outils et méthodes

2.1 Objectifs

Le premier objectif de l'analyse est d'évaluer l'efficacité d'un ensemble de marchés agricoles africains. Le deuxième est d'utiliser dans ce but différentes méthodes afin de révéler leur capacité à produire des informations intéressantes pour l'élaboration de politiques.

L'analyse de l'efficacité d'un marché ne peut se faire qu'à partir d'une référence. Il faut en effet, en toute rigueur, comparer les situations réelles à une situation étalon définie comme efficace. Se pose donc la question de la définition d'un marché efficace. L'efficacité peut varier selon les points de vue des acteurs concernés : elle peut se définir comme un profit maximal, ou l'équité dans la répartition de la valeur ajoutée, ou bien comme la permanence de l'adéquation de l'offre par rapport à la demande, comme l'absence de tricherie sur la qualité, ou bien encore correspondre d'autre critères. La référence la plus utilisée n'est pas de cette nature. C'est celle du marché en situation de concurrence pure et parfaite de l'approche néo-classique. Dans ce cas, l'efficacité rejoint la notion d'efficacité dans la recherche d'un optimum de bien-être collectif. Une autre référence très utilisée est celle des théories néo-institutionnalistes où l'efficacité se mesure en termes de niveau faible des coûts de transaction. Ces références correspondent à la volonté d'introduire une libéralisation des marchés. Mais il y a d'autres références et d'autres objectifs possibles. On pourrait par exemple considérer que l'efficacité ne se mesure pas seulement par le coût économique de la transaction, mais aussi, par la capacité à créer et entretenir des liens sociaux, ainsi que par le maintien d'un ensemble d'effets externes à caractère économique et social bénéfique que ces liens sociaux peuvent procurer. Le lien social facilite par exemple la réduction des risques de conflit, ou la perpétuation d'un sentiment de confiance permettant de pérenniser les transactions même s'il y a des risques associés (risques de défaut de paiement, risques sur la qualité du produit,...). L'analyse de l'efficacité doit prendre en compte ces différentes dimensions et se référer aux objectifs d'efficacité que chaque société assigne au marché.

2.2 Méthodes

Pour tirer des conclusions robustes de l'analyse de l'efficacité des marchés agricoles en Afrique, il aurait fallu étudier un grand nombre de cas. L'analyse réalisée dans le cadre de ce travail ne pouvant se fonder que sur un nombre limité de cas en raison des contraintes propres à l'étude, l'ensemble de ces cas ne peut donc constituer un échantillon représentatif de la totalité situations des marchés agricoles africains. Le parti est donc pris de faire des analyses qualitatives et d'analyser l'efficacité de ces marchés en utilisant pour chacun des cas les différentes théories auxquelles on se réfère habituellement et les méthodes qui leur correspondent. On peut ainsi, avec un nombre limité d'observations, multiplier les analyses et tirer quelques enseignements au cas par cas. Quelques études de cas menées antérieurement sont aussi utilisées pour illustrer les raisonnements. Les théories et méthodes utilisées sont : la concurrence parfaite, l'économie des organisations et la concurrence imparfaite, la théorie des contrats, la théorie des conventions, la théorie du *social choice*, la théorie de la régulation, la théorie des jeux, la théorie des jeux d'acteurs, et la mésoéconomie.

Par ailleurs, pour essayer de situer chacun des cas dans l'univers général des formes de marché en Afrique et de réduire l'effet de non représentativité du à la faiblesse de l'échantillon, on caractérise la diversité de ces formes à partir des typologies de référence existantes, ou en définissant des critères de typologie utiles pour exprimer cette diversité.

2.3 Les théories du marché qui sont utilisées

La concurrence parfaite

La concurrence parfaite, telle qu'elle est formalisée dans les modèles microéconomiques classiques représente les comportements de marché sous les principales simplifications suivantes (Guerrien, 1993): rationalité du comportement économique réduite à la maximisation du revenu individuel (individualisme méthodologique), décision uniquement fondée sur les prix, agents « preneurs de prix » (les agents n'ont aucune influence sur les prix ; ils sont anonymes et indépendants), universalité de la mesure de la valeur des biens exprimée en prix, information des offreurs et demandeurs sur la qualité et les prix identique pour tous, pas de barrières aux échanges et à la mobilité des personnes et des biens, atomicité de l'offre et de la demande et indépendance des acteurs, interconnexion de l'ensemble des marchés en particulier entre les marchés de biens et services et les marchés financiers, *clearing* permanent et de manière unique du marché (équivalence d'un commissaire priseur universel et permanent), rendements d'échelle décroissants, pas de risque associé au futur, et principe de liberté et d'égalité en droit qui fonde la possibilité d'ester en justice si l'échange fait l'objet d'une violence (existence d'un état de droit). La concurrence parfaite définit donc un étalon d'efficacité du marché à travers les conditions idéales de fonctionnement.

L'analyse des marchés en termes de concurrence parfaite permet de repérer les différences entre les situations réelles et la situation théorique, ce que l'on qualifie « d'imperfections de marché » et qui sont vues comme autant d'obstacles à l'efficacité définie comme situation de concurrence pure et parfaite.

L'économie des organisations et la concurrence imparfaite.

La théorie de la concurrence imparfaite considère que le marché est par nature imparfait. Parmi ces imperfections on cite surtout (Stiglitz, 1988 ; Hoff, 1993 ; Daviron 1998) : l'existence d'économies d'échelle dans la production (qui conduit naturellement à l'élimination des producteurs les moins compétitifs), l'existence d'externalités, l'asymétrie d'information entre partenaires de l'échange, et les différences de taille entre agents (concentration différente) qui peuvent créer des asymétries de pouvoir de marché. Ces imperfections sont donc non pas des exceptions par rapport à l'ordre naturel, mais la règle générale de la réalité. Dans ce contexte, les agents économiques subissent les risques et les incertitudes qui sont inhérents à cette réalité. Pour en réduire l'importance, ils sont amenés à créer de « l'organisation » afin de coordonner les comportements de marché (Favereau, 1993,1994 ; Ménard, 1990 ; Réquier-Desjardins, 1994). Les formes de coordination sont nombreuses (Moustier 1998). Les organisations qui en résultent peuvent être par exemple des mécanismes de coopération pour bénéficier d'économies d'échelles, des accords interprofessionnels pour partager des risques lorsque les marchés sont fluctuants, ou encore des organismes communs de commercialisation pour accéder à certains marchés lorsqu'il y a des barrières à l'entrée. Dans beaucoup de cas, il s'agit d'organisations destinées à mutualiser le risque ou à augmenter les pouvoirs de marché par des effets de taille.

Dans de tels contextes, l'efficacité du marché se définit donc par l'efficacité des organisations de coordination mises en place en fonction des objectifs de réduction du risque et de l'incertitude ; par exemple efficacité du dispositif de mise en transparence des prix, efficacité des groupements de producteurs. Elle s'analyse donc par l'étude des fonctionnalités des

organisations. Elle peut se mesurer pas le coût de l'organisation comparé à l'ensemble des avantages obtenus par rapport à la situation initiale.

La théorie des contrats

Toute transaction est marquée d'incertitudes liées à des possibilités de comportement « d'opportunité » ou « d'adversité » de l'une des parties (risque moral, sélection adverse) qui sont autant de « défaillances » (Daviron, 1998 ; Fafchamps, 1995). Ces risques peuvent être contrôlés par la passation d'un contrat préalable à l'échange. Ce contrat prévoit les conditions de la transaction (Brousseau, 1989). En cas de non respect, la loi et la justice peuvent être invoquées. Cette théorie d'essence microéconomique apparaît comme une déconstruction partielle du corpus de la concurrence parfaite.

L'efficacité du marché lorsqu'il est encadré par dès contrats se définit donc par la qualité de ceux-ci. Pour être efficace, un contrat doit être complet, c'est à dire qu'il doit mentionner l'ensemble des droits et devoirs des parties dans tous les cas possibles de manquement ou de perturbation externe. Chaque contrat a un coût dit coût de transaction (Williamson, 1985) comprenant les coûts de négociation, d'échange, de surveillance de la réalisation, de vérification, d'assurance et éventuellement de conflit en justice. L'efficacité du marché se mesure donc par la différence entre le coût réel des transactions et le coût minimal dans le cas d'un contrat complet (Schmid, 1992 ; Staatz, 1989).

La théorie des conventions

Les contrats ne peuvent faire face à toutes les formes d'incertitude. Au delà des formes habituelles, il existe des formes d'incertitude dite « radicale » provenant d'évènements peu prévisibles au regard de l'expérience acquise ou non probabilistes. C'est le cas en particulier en agriculture en fonction des aléas du climat et des attaques parasitaires. Dans de tels cas, la continuité nécessaire des mécanismes de marché peut se fonder que sur l'établissement de « procédures » qui permettent une gestion réactive face aux évènements. Ces procédures peuvent être des « conventions » reposant sur des parti pris de confiance partagée à son égard (Thévenot, 1986 ; Chevassus, 1992, Orléan, 1989). Ces conventions peuvent ainsi émerger progressivement dans des sociétés, acquérir un caractère attractif et dans certains cas le caractère d'obligation d'une norme sociale. En Afrique sahélienne, les liaisons traditionnelles de marché entre les commerçants acheteurs de céréales et fournisseurs de crédit, et les producteurs agricoles entrent souvent dans cette catégorie. Les commerçants ont besoin de sécurité d'approvisionnement en céréales même lorsque les producteurs ne sont pas intéressés à vendre, et les producteurs ont besoin de vendre leurs céréales même si le commerçant n'est pas toujours acheteur. La continuité et la régularité des relations amène à définir des règles de convention. Les relations de marché sont donc régies par des conventions qui sont devenues coutumières, ou routinières. La notion de convention, dès lors qu'elle intéresse un ensemble d'acteurs, n'entre pas dans le cadre de l'hypothèse de l'individualisme méthodologique.

Dans un tel contexte, un marché est efficace lorsque la convention satisfait toutes les parties dans tous les cas de figure d'incertitude connus. L'efficacité du marché se mesure par la différence entre les situations réelles et la situation de référence qui serait le respect de la convention, donc la conformité des comportements à la règle. Il est cependant difficile d'établir une situation étalon vu le caractère souvent informel de ces conventions.

Le *social choice*.

Les théories économiques du champ des institutions s'intéressent de plus en plus aux très nombreuses règles qui servent de référence aux comportements humains. En ce sens, elles se rapprochent de l'anthropologie dont l'objet principal de recherche est la règle sociale. Pour l'école du *social choice* (Ostrom, 1992), les sociétés produisent en permanence des règles pour faire face aux problèmes à résoudre. Il en va pour les règles du marché comme pour de nombreux autres domaines de l'activité sociale. Ces règles sont liées les unes aux autres par des relations de cohérence et de dépendance qui forment un système au point que l'ensemble des règles ayant un caractère déterminant pour les autres constitue un cœur dont la dimension morale est toujours très présente. Les systèmes de règles forment donc des corpus. Ceux-ci sont plus ou moins stables et peuvent évoluer selon différentes dynamiques : par altération, métissage, ou développement. Ces règles deviennent des objets de recherche communs à l'économie et l'anthropologie. On peut les répertorier et en analyser les fonctions.

L'approche en termes de *social choice* est particulièrement pertinente pour analyser les décisions collectives notamment en matière de gestion des ressources communes. En matière de marché, elles peuvent révéler les règles communément admises dans les sociétés pour faire face aux situations qu'elles rencontrent. Par exemple : la constitution de groupements de producteurs pour partager l'information sur les marchés et maîtriser l'offre. Le soubassement anthropologique et les références à l'économie expérimentale qui caractérisent ces approches devraient permettre éventuellement d'identifier des caractères des formes de marché qui soient spécifiques à des sociétés africaines. On peut constater un certain voisinage intellectuel entre ces approches et la théorie des conventions.

L'efficacité du marché tel qu'il fonctionne se mesure là aussi par différence entre les situations réelles avec une situation type où les règles de fonctionnement sont stables et respectées.

La théorie de la régulation

La théorie de la régulation (R. Boyer, 1986, 1990) propose une représentation du fonctionnement de l'économie d'un ensemble géographique à travers plusieurs notions formalisées qui font intervenir les formes du marché ; par exemple la notion de « forme institutionnelle », de « régime de fonctionnement et d'accumulation », ou le « mode de régulation ». Ce sont des notions d'essence macroéconomique. Cependant, à l'échelle de grands ensembles méso économiques, ces concepts ont une certaine valeur de représentation du réel. Ils permettent de caractériser des formes cohérentes d'institutions de marché (ainsi que de production et de consommation qui ne sont pas dissociées du marché dans le raisonnement), et de représenter leur dynamique d'évolution. Par exemple, l'économie dirigée des filières coton telle qu'elle a existé en Afrique de l'Ouest peut être caractérisée par une forme institutionnelle spécifique (monopole intégratif contractuel) et un mode de régulation (barème étatique de répartition). Cette forme subit un processus de démantèlement et est en transition vers une autre forme en voie de définition.

L'évaluation de l'efficacité dans ce cadre théorique ne peut s'appliquer qu'au mode de régulation méso économique lui-même, par rapport à d'autres modes de régulation. C'est en effet parce qu'un mode de régulation devient inefficace par rapport à un autre, que cet autre peut se substituer au premier. Pour évaluer un mode de régulation, il faut donc définir des critères universels d'efficacité propres à ce mode de régulation.

La théorie des jeux et la modélisation en intelligence artificielle

La théorie des jeux formalise mathématiquement l'interaction et l'interdépendance entre deux acteurs dont le comportement est réduit à une fonction de gain (Walliser, 1989, 1995). L'inspiration est fondamentalement l'individualisme méthodologique. Dans des jeux répétitifs, on peut démontrer dans certains cas que les joueurs ont plus intérêt à coopérer qu'à entretenir une concurrence. On montre ainsi qu'il existe des situations où le marché fait émerger des règles de comportement. C'est dans ce même sens que vont les formalisations informatiques s'inspirant de la théorisation des jeux d'acteurs, qui utilisent l'intelligence artificielle pour représenter les phénomènes de marché. Elles permettent de représenter des situations économiques avec de nombreux acteurs et de comparer les règles de coordination de leurs comportements montrant ainsi que certaines règles de coordination sont plus socialement efficaces que des règles de concurrence non régulée.

L'approche méso économique

La mésoéconomie (Hugon, 1993-96 ; Bush, 1990 ; Fabre, 1997 ; Griffon, 1994-95) se définit par rapport à la macroéconomie et la microéconomie. A la microéconomie, elle emprunte différentes théories et méthodes pour représenter les comportements, et à la macroéconomie, elle emprunte le cadre comptable en l'appliquant à des sous ensembles de l'économie définis comme filières. Ce qui est connu comme «analyse de filières» recouvre en réalité l'analyse comptable (Griffon, 1990) d'un agrégat formé par un ensemble d'acteurs (production, échanges, consommation, services privés et publics liés). Sur cette base se greffent des analyses pouvant faire appel aux différentes théories évoquées ci-dessus. L'analyse méso économique constitue donc non pas une théorie, mais un substrat pour une approche éclectique des réalités du marché. Elle vise à la connaissance des acteurs, de leurs logiques de comportement, de leurs modes de coordination, et à repérer leurs évolutions stratégiques. (Hugon, 1998).

2.4 La variété des situations et la signification des études de cas par rapport à cette variété.

L'étude de la variété des situations de marché a pour objet de représenter des systèmes-types stables, donc des typologies. Une typologie peut permettre de mesurer l'efficacité d'un marché au sein de chaque type en comparant la situation réelle au type ; par exemple, on peut évaluer l'efficacité d'un marché africain local en référence au type « marché domestique » tels qu'il est défini par P. Hugon. (Hugon. 1993) Une typologie peut aussi permettre de comparer l'efficacité relative de différents types de systèmes de marché sur la base de critères universels ; par exemple, on peut comparer en termes de coûts de transaction l'efficacité d'un système de type « barème étatique » à un système « d'oligopoles privés ».

L'élaboration de typologies requiert l'usage de critères qui soient pertinents au regard des théories de représentation que l'on choisit. On peut ainsi imaginer différentes typologies en fonction des critères qu'elles utilisent:

Une typologie se référant à la concurrence parfaite : Son intérêt pour représenter la variété des situations serait très faible car toutes les situations observées sont par définition « imparfaites ». Il pourrait cependant être intéressant de repérer les degrés d'imperfection dans la perspective d'élaborer des politiques d'essence libérale levant progressivement les imperfections qui, selon cette conception, pénalisent l'efficacité; par exemple les

difficultés d'accès au marché en raison de la distance et des coûts de transport, la faible disponibilité des produits des commerçants faute de stock, ou l'inexistence d'information sur les prix (mercuriales), ou encore par exemple l'absence de connexion entre les marchés de biens et services et les marchés financiers (crédit, épargne, assurance). En Afrique, on obtiendrait vraisemblablement des typologies où la maturité des marchés agricoles (au sens du rapprochement de la théorie) pourrait être liée à la distance à la ville. Une typologie se référant à la concurrence imparfaite et aux formes d'organisation et de coordination qui répondent à cette concurrence imparfaite : on privilégierait alors les critères morphologiques qui permettent de décrire le caractère atomisé, oligopolistique ou monopolistique de tel ou tel maillon d'une filière, ainsi que les critères d'organisation qui permettent de décrire des marchés qui peuvent être soit concurrentiels et décentralisés, ou coordonnés centralement, ou intégrés.

Des typologies se référant à la théorie de la régulation, à la théorie des conventions, ou plus généralement à l'analyse de système, cherchant à représenter des structures et des « régimes de fonctionnement » des marchés : c'est la cas de la typologie de P. Hugon (Hugon, 1993) qui identifie des filières « domestiques, marchandes, étatiques, et capitalistes ». (Voir tableau 1). C'est aussi le cas de la typologie de Boltanski et Thévenot qui identifie des « cités selon un mode marchand, industriel et civique » permettant de définir des typologies à caractère plus appliqué comme celle adaptée par S. Dupressoir (Dupressoir, 1998) pour les marchés céréaliers au Mali.

On pourrait aussi imaginer de nombreuses possibilités de typologies pour rendre compte de la diversité des institutions (de marché et institutions liées). On peut citer les typologies qui classent les institutions de marché selon leur caractère « procédural ou organique », « régulateur ou constitutif », et « spontané ou programmé » (Moustier, 1998. Walliser, 1989). Dans la cas de l'Afrique où les marchés agricoles ne semblent pas de nature à constituer un moteur puissant pour l'économie, il est intéressant de mettre l'accent sur les facteurs de blocage à leur fonctionnement et en particulier les défauts d'équité liés à l'existence d'oligopoles, liés aux asymétries d'information notamment lorsque les partenaires sont physiquement éloignés, et liés aussi au caractère périssable des biens qui accroît la tension lors des rapports marchands (Chateigner, 1990 ; Moustier, 1990) par l'importance des risques encourus (voir typologie tableau 2).

2.4 Les cas étudiés

Cinq cas de filières ont été étudiés : Haricot vert au Burkina (Leverrier, 1999), lait à Niono au Mali (Duteurtre, 1999), cacao au Cameroun (Ruf, 1999), oeufs au Burkina (Bastianelli, 1999), et riz à l'Office du Niger au Mali (Ducrot, 1999). Ces filières présentent d'emblée quelques caractéristiques importantes. Certains produits sont périssables (haricot, lait), ce qui induit une pression sur les acteurs afin que les produits soient acheminés selon un calendrier compatible avec la qualité du produit. Le risque de périssabilité amène généralement à trouver une forme de coordination. Certains produits font l'objet de commerce à courte distance (lait, oeufs), et d'autre à longue distance (cacao, haricot vert). Enfin, le cas recouvrent trois configurations sur les structures de l'offre et de la demande : offre et aval atomisés (riz), offre et aval en oligopole (oeufs), offre atomisée et aval en oligopole (haricot, lait, cacao).

Les approches de l'analyse des filières et de l'efficacité ont été variées :

- pour les oeufs au Burkina : analyse comptable de la filière, analyse des rapports de pouvoir sur les marchés ;

pour le riz au Mali : analyse comptable de la filière, situation du système étudié par rapport à la théorie des conventions ;
 pour le lait au Mali : analyse institutionnelle des relations de marché, identification des contrats, conventions, rapports de force et conflits ;
 pour le haricot vert au Burkina: analyse institutionnelle de l'ensemble des contrats et des coordinations destinés à réduire le risque lié à la périssabilité ;
 pour la filière cacao au Cameroun : analyse comptable de la filière, analyse des avantages comparatifs, analyse en termes de jeux d'acteurs dans une perspective historique.

Par ailleurs, des études antérieures ont été relues à la lumière des différentes théories, notamment les travaux réalisés dans le cadre de l'ouvrage «Economie des politiques agricoles dans les pays en développement» (Benoit-Cattin et alii. 1994) et «Economie des filières en région chaude » (Griffon , 1990).

3. Résultats

Les résultats portent d'une part sur l'évaluation que l'on peut faire de l'efficacité des marchés observés, et d'autre part sur l'apport des théories utilisées pour l'élaboration des politiques.

3.1 L'efficacité des marchés

Bien qu'avec cinq études de cas et quelques travaux antérieurs on ne puisse avoir qu'une vision extrêmement réduite de la diversité des situations de marché, les typologies évoquées plus haut montrent bien que cette diversité est grande. Par ailleurs toute typologie fige dans une vision synchronique une situation qu 'une analyse diachronique décrirait comme caractérisée par un ensemble de systèmes de marché qui connaissent des évolutions très différentes (des formes anciennes domestiques en repli, des formes marchandes anciennes en mutation, des formes capitalistes plus récentes encore,...) Parler d'efficacité dans ce contexte renvoie donc aux deux conceptions de l'efficacité mentionnées au dessus : l'efficacité au sein d'une même forme, et l'efficacité comparée entre différentes formes coexistantes et « concurrentes ».

L'efficacité des marchés au sein de chaque type ne peut pas être analysée avec le protocole retenu. Il aurait en effet fallu déterminer pour chaque cas, et pour chaque référence théorique utilisée, les critères d'efficacité pertinents, ce qui n'a pas été fait. Cependant, on peut tirer des études de cas des observations qui renseignent sur le caractère efficace ou non des formes de marché existantes :

- Dans le cas de la production d'oeufs à Niono au Burkina Faso, la concurrence est « douce » dans la mesure où la périssabilité du produit amène à développer des relations de fidélisation des transactions (garantie de régularité de flux et de qualité). Il y a donc eu émergence d'une convention créant une régularité dans les relations de marché. Dans ce contexte, le système semble efficace et stable sur la période analysée. Cette efficacité se réfère à la satisfaction des acteurs concernés.
- Dans le cas du lait à Niono coexistent différents systèmes ayant leur efficacité propre :
 - i) celui des producteurs peuls livrant eux-mêmes leurs produits à des clients réguliers ; ce système traditionnel et ancien est fondé sur des routines de comportement stables,
 - ii) le nouveau système des laiteries travaillant avec des agriculteurs-éleveurs laitiers livrant régulièrement et selon des critères de qualité le lait selon des quasi-contrats ; il y a là émergence d'une coordination récente qui semble stable et efficace,

iii) et le système des commerçants importateurs de lait en poudre créant des laiteries pour reconstituer le lait et qui ont des relations stables de proximité avec les consommateurs.

Chaque organisation semble efficace dans son propre monde particulier. Si elle ne l'était pas, ou très insuffisamment, elle s'effondrerait faute de perpétuation des modes de coordination par les différents acteurs. Mais cette observation n'est qu'une hypothèse qu'il conviendrait de valider par un nombre suffisant d'observations et un protocole plus précis.

L'efficacité comparée des différents types, quant à elle, ne peut pas non plus être raisonnablement analysée dans le cadre de ce protocole dont ce n'était d'ailleurs pas l'objet principal. Cette comparaison d'efficacité est cependant nécessaire pour comprendre les évolutions en cours. En effet, dans les sociétés africaines, chacune des formes de système de marché connaît une évolution : maintien durable, repli, dans certains cas crise et extinction (par exemple le mode étatique), émergence de formes nouvelles. Ces évolutions relatives témoignent du fait que les sociétés ont bien d'une manière ou d'une autre exercé des préférences quant à ces systèmes (que ce soit sous une forme maîtrisée, spontanée ou imposée) et que ces préférences se sont exprimées sur la base d'un ou plusieurs critères d'efficacité

Ces marchés connaissent une grande transformation dès lors que commence à opérer la concurrence. La compétition amène à rechercher l'amélioration de la compétitivité et de la productivité des opérations de production et la réduction des coûts de transaction. Ainsi par exemple, le système étatisé de commercialisation et transformation du riz dans le delta du Niger est apparu comme beaucoup moins performant que celui des associations villageoises, lesquelles sont apparues à leur tour comme moins performantes que le système privé. Avec la disparition des modes de coordination anciens et l'émergence de la concurrence, ce sont les critères de la concurrence parfaite qui servent aujourd'hui implicitement de référence à l'analyse d'efficacité comparée. Dans la réalité, cela devrait produire des situations de concurrence imparfaite, lesquelles devraient produire, en réponse, des formes d'organisation nouvelles s'hybridant avec les formes héritées du passé.

Cette transformation s'applique dans des cadres très différents d'évolution observables :

Le développement d'un marché alimentaire urbain (céréales, tubercules, légumes frais, lait et produits laitiers, viande et oeufs) fondé sur une demande croissance liée à l'accroissement démographique, à la croissance urbaine et l'amélioration des revenus. Ces marchés urbains vont structurer des filières dans les hinterlands urbains (Moustier 1990). Les formes d'organisation possibles sont nombreuses, par exemple : au Burkina apparaissent des filières associant de grOs producteurs d'oeufs à de gros clients institutionnels, ou réseaux associant grossistes à un réseau de collecteur et de distributeurs. Mais dans tous les cas l'efficacité en termes de coûts de transaction va beaucoup dépendre de l'organisation des marchés de gros et des coûts de transport, lesquels seront liés au niveau de facilité offert ou non par les infrastructures urbaines selon que les planificateurs urbains auront anticipé ou non l'explosion urbaine.

La transition de l'économie agricole d'autosubsistance vers une économie faisant plus de place à l'échange. Mais la réalisation de cette évolution dépend largement des politiques de lutte contre la pauvreté et des politiques de développement qui seront appliquées. Pour inclure les producteurs agricoles dans l'économie de marché, beaucoup d'investissements publics devront être consentis afin de réduire les coûts d'accès au marché (en particulier coûts de transport), ainsi que des investissements pour créer les marchés financiers ruraux (crédit, épargne, assurance). Les politiques publiques devront aussi

contribuer à réduire l'incertitude et le risque sur la production agricole qui restent les principaux facteurs limitant l'expansion de l'économie d'autosubsistance. L'efficacité de ces marchés dépendra aussi de la capacité des producteurs à s'ériger comme force de négociation dans la formation des prix. Faute de politiques appropriées et l'accroissement du pouvoir citoyen des producteurs agricoles, le fonctionnement du marché au détriment des producteurs, le repli vers l'autosubsistance et le maintien d'une pauvreté rurale restent possibles.

La constitution d'un capitalisme agroalimentaire local et régional, constitué par des capitaux nationaux ou internationaux demandant une certaine sécurité de ses approvisionnements et mettant en place les formes d'organisation correspondantes. Leur émergence et leur avenir dépendent beaucoup des politiques tarifaires. Par exemple, les mini laiteries de Niono sont concurrencées par les importations de lait en poudre.

Le maintien de circuits internationaux d'exportation de produits primaires comme dans le cas du cacao et des haricots verts, où l'essentiel du pouvoir est extérieur aux agents économiques locaux qui doivent s'ajuster à la volatilité des prix, aux exigences de qualité des acheteurs et au volume de la demande.

Au total, on a d'abord pu observer qu'aucun des systèmes de marché fonctionnant selon un mode « domestique » ou sur la base de conventions et contrats semble frappé d'inefficacité. Mais cela ne veut pas dire que ces formes (qui ne fonctionnent pas sur la seule concurrence) soient par nature efficaces.

Ces formes de fonctionnement des marchés tendent à être refoulées par l'établissement progressif de la concurrence. On a observé que l'apparition de la concurrence (qui par nature reste imparfaite) dans les sociétés étudiées aboutit à mettre en relief la grande importance des « imperfections » : asymétries d'information, de pouvoir de négociation, coûts de transport très élevés, tendance rapide au monopole, pouvoir de police et de justice non fiable. Aussi, le développement de la concurrence dans ces sociétés se traduit-il dans certaines filières par une situation de fonctionnement des marchés particulièrement inefficace au regard de la situation standard. Cette situation inefficace appelle donc l'application de politiques établissant des règles efficaces de fonctionnement de la concurrence (dans un cadre théorique de concurrence imparfaite). Cette conclusion s'oppose à celle qui considérerait qu'un fonctionnement efficace résulterait naturellement de la seule éradication des anciennes règles et à l'absence de règles de fonctionnement (cadre théorique de la concurrence parfaite).

3.2 Les apports des différentes théories

Tout d'abord, les études de cas montrent l'intérêt de l'approche méso économique centrée sur la notion de filière. La description de la chaîne des relations de marché entre les acteurs (mercatecture), et de la chaîne des techniques et conditions de production (technotecture) donne la base à partir de laquelle peuvent se faire les autres analyses, à commencer par l'analyse des comptes économiques des différents acteurs.

Chaque théorie apparaît ensuite comme un angle de vision particulier contribuant à une analyse plus générale.

La théorie de la concurrence parfaite et surtout de la concurrence imparfaite permettent d'identifier clairement l'ensemble des « imperfections » en particulier celles qui peuvent faire l'objet d'interventions publiques : défauts d'information, asymétries de pouvoir au détriment des producteurs ou au profit de monopoles ou d'oligopoles, distorsions de prix induites par des politiques gouvernementales ayant des effets négatifs, identification des

risques et de l'incertitude pour la production et l'échange. Ces théories induisent « naturellement » des politiques de libéralisation.

La théorie des contrats permet de faire des analyses en termes de coûts de transaction et d'identifier les possibilités de rationalisation. En Afrique, le niveau élevé des coûts de transaction est surtout lié aux coûts de transport et d'accès à l'information. Cette théorie induit des mesures d'amélioration de l'économie contractuelle.

Les théories de conventions, de la régulation et d'une manière plus générale, celles qui font appel à l'analyse des règles et conventions sociales, sont particulièrement utiles en Afrique pour identifier les types de contextes institutionnels dans lesquels les marchés se situent et évoluent. C'est par la compréhension de ces formes institutionnelles particulières et des comportements qui leur sont liés, ainsi que par la compréhension des évolutions en cours que l'on peut définir des politiques aidant à définir des formes que l'on considèrera comme plus efficaces. Dans la perspective des théories fondées sur les institutions, l'efficacité du marché se définit par les corpus de règles les plus appropriés.

Enfin, les analyses en termes de jeux d'acteurs permettent de réaliser des analyses fines sur les comportements. On peut ainsi repérer les dynamiques de transformation à l'oeuvre dans une économie donnée et simuler les effets des règles de comportement qui prévalent ou de règles alternatives. Ces méthodes induisent des mesures permettant notamment d'éviter les évolutions présentant des dangers potentiels.

Mais l'intérêt principal du recours à différentes théories est donc de multiplier les analyses d'une même réalité afin de pouvoir exercer a priori un regard critique sur les décisions publiques que les analyses induisent. Chaque théorie n'est en effet qu'un regard partiel sur le monde réel, et les politiques que chacune d'elles induit ne peuvent être, elles aussi que des politiques partielles par rapport à une intention d'ensemble. Se contenter d'un seul angle de vue conduirait donc à s'engager dans des politiques non plus partielles mais résolument partiales. L'éclectisme dans l'analyse des filières constituerait ainsi une règle de précaution dans l'identification des mesures de politique.

4 Discussion

L'étude de l'efficacité du fonctionnement des marchés dans le contexte africain d'aujourd'hui est motivée par l'intention d'améliorer cette efficacité jugée a priori comme insuffisante. Le constat qu'il existe une grande variété de situations concernant les systèmes de marché, et qu'une partie seulement de ces situations correspond à des formes d'économie de marché caractérisées par la concurrence, incite, par précaution, à ne pas entreprendre des politiques de dérégulation sans avoir pratiqué une analyse approfondie des formes institutionnelles des marchés existants. Cette précaution est nécessaire car des politiques de libéralisation pourraient viser des objectifs qui ne sont pas appropriés aux situations existantes, lesquelles peuvent d'ailleurs être relativement efficaces dans leur contexte. C'est le cas par exemple de filières céréalières basées sur des réseaux sociaux stables (conventions sociales durables) susceptibles de réduire autant qu'il est possible les incertitudes d'accès au marché, une partie des aléas de prix et de permettre des facilités de crédit (Leplaideur, 1990 ; Grégoire, 1990). C'est peut être aussi le cas de quelques filières étatiques de commercialisation du coton en raison des avantages importants de réduction des risques qu'elles procurent (Hugon, 1998).

Il est donc utile, particulièrement en Afrique, de situer l'action publique de réforme des marchés dans une perspective historique. L'analyse historique de l'évolution des systèmes de marché, en utilisant les différentes théories comme outil d'analyse, montre qu'en Afrique préexistent au moins trois matrices organisationnelles de base :

les échanges locaux dans le cadre des économies d'autosubsistance,
le commerce à moyenne et longue distance,
l'économie de la traite par les comptoirs puis le colonisateur.

Sur la base de l'économie de traite une quatrième matrice s'est constituée, qui est celle de l'économie étatique. Elle a organisé pendant près de quarante ans dans le cadre de l'administration publique des circuits alimentaires nationaux et des circuits d'importation et d'exportation constituant l'essentiel de l'économie agricole. Cette économie bénéficiait de contingentements douaniers et d'une protection tarifaire élevée, ainsi que de prix administrés et stabilisés par des caisses de stabilisation et de péréquation.

La crise des finances publiques et la faible efficacité des entreprises d'état ont amené le Fmi et la Banque Mondiale à exiger des Etats le démantèlement des circuits étatiques au profit de nouveaux acteurs privés. La libéralisation a ensuite commencé à réduire les barrières tarifaires dans le cadre des accords de l'Omc.

Ces évolutions sont très rapides à l'échelle de l'histoire. Elles ont modifié et modifient encore les sociétés africaines à différents degrés de profondeur et d'intensité. Alors que les gouvernements dérégulent les marchés et laissent s'installer une concurrence spontanée, d'anciens modes de fonctionnement des marchés subsistent. On peut s'interroger sur le sort de ces différentes formes et sur le gain réel qu'elles procurent en termes de bien-être. Même si une économie de concurrence fonctionnant avec des règles minimales s'installe, il n'est pas certain que cette forme se substitue rapidement et en totalité aux formes antérieures ; des résistances (maintien d'une économie du mode domestique), des hybridations (capitalisme d'entrepreneurs locaux fonctionnant selon des règles de concurrence limitée) ou dans certains cas des évolutions inverses (retour de formes administrées mais dans un cadre inter-professionnel) peuvent encore se produire.

Il est indispensable que les sciences sociales puissent simplement et rapidement rendre compte de ces formes d'économie de marché et de leur évolution afin de mieux éclairer l'action des gouvernements. Les théories économiques seules ne suffisent sans doute pas à offrir une vue complète. Les économies de marché devraient faire l'objet d'approches intégratives intéressant différentes disciplines : l'économie, les différentes sciences sociales, (en particulier l'anthropologie, la sociologie) et les sciences de la représentation formalisée (en particulier la théorie des jeux, et l'intelligence artificielle).

A l'éclectisme dans les analyses (qui montre que selon les approches la réalité se découvre sous des formes différentes), devrait correspondre une certaine prudence dans la définition des politiques de libéralisation. Il apparaît certes nécessaire, au sein des formes de marché concurrentiel émergentes, de réduire une grande partie des « imperfections » de marché comme les asymétries d'information et de pouvoir de marché, ou les distorsions de concurrence. Mais il est tout autant nécessaire de pouvoir questionner et éventuellement réformer toutes les formes antérieures d'organisation du marché au regard de leurs performances réelles, de leur contexte propre, et des objectifs généraux de la politique de développement. Les performances du marché, qu'il s'agisse des formes émergentes ou antérieures, doivent en effet être rapportées aux objectifs primordiaux de l'intervention publique telle qu'ils sont affirmés actuellement en Afrique. Ces objectifs sont la lutte contre la pauvreté, l'éradication de l'insécurité alimentaire, et le retour à une croissance économique ayant un fort caractère d'équité distributive.

Tableau 1 Typologie des filières alimentaires en Afrique. D'après P. Hugon

Mode dominant	Système de production	Mode de circulation	Mode d'utilisation	Espace	Acteurs dominants	Mode de coordination	Fonctions globales Objectifs
Domestique	Techniques traditionnelles Rapports sociaux codifiés (ex lignages)	Prestation, redistribution (troc, don/contre don)	Signification symbolique des biens de subsistance (interdits, règles coutumières) Auto consommation	Familial et local (villages, quartiers)	Famille : aînés, notables, lignages. Communautés	Règles codifiées ex <i>ante</i> Coutumes. Confiance. Appareil de régulation (ex. stockages, villageois)	Reproduction énergie Humaine intergénération des unités familiales
Marchande	Eléments du système de production contrôlés par producteurs directs (terre, travail technique)	Echange onéreux par multitude des opérations et acteurs. Rôle essentiel de la fonction d'intermédiation Circuits concurrentiels	Transformation de la marchandise alimentaire pour reproduire l'énergie humaine	Marché local, régional et villes/ Campagnes (inter-arcins)	Petits producteurs marchands intermédiaires. Pay-sans. Opérateurs privés	Prix sur les marchés officiels ou parallèles. Concurrence sur marchés localisés. Coordination ex <i>post</i> par les prix	Echange d'équivalent. Accès à des revenus monétaires et aux marchés urbains
Etatique	Technique industrielle importée Salarial ou quasi-salarial. Encadrement administratif	Circuits monopolistiques. Relations contractuelles ou d'intégration. Caisses de stabilisation. Offices publics commercialisation	Consommation alimentaire urbaine à moyens et hauts revenus (détour sur circuits parallèles). Exportation. Industrie	Marchés urbains niveau national et international	Sociétés d'Etat firmes industrielles nationales. Offices de stabilisation. Opérateurs de développement	Prix administrés. Coordination ex <i>ante</i> par la réglementation	Devises, parafiscalité. Sécurité alimentaire. Substitution Importations Exportation Mobilisation du surplus paysan. Reproduction de l'appareil d'Etat.
Capitaliste Transnationale (agro-business)	Révolution technologique. Complexes agro-industriels. Rapport salarial. Encadrement bancaire. Innovation	Relations d'intégration inter-firmes, accords firmes/Etat concurrence oligopolistique sur les circuits internationaux (marchés à terme)	Industrialisation et services mondiaux	International et transnational	Groupes multinationaux et Etats des pays industriels. Macro-organisations	Marché international oligopolistique. Relations d'intégration inter-firmes. Accords firmes. Etats. Relations de conflits stratégies de groupe	Valorisation, accumulation du capital. Régulation sociale par écoulement des surplus. Expansion des groupes multinationaux

Adapté de P. Hugon — Filières agricoles et politiques macroéconomiques en Afrique Subsaharienne —
In Guillaumont P.

Economie des politiques agricoles dans les pays en développement — 1994 — vol.2 — p. 83-111

Tableau 2 : Typologie des filières alimentaires en Afrique

Périssabilité	Distance	Concentration	Exemples
Produits périssables	Marché à longue distance	Offre atomisée ou semi-atomisée – aval oligopole	Banane dessert export – tomate industrielle – Export – mangue export – avocat export – fleurs export Petits fruits rouges export – haricot vert export
		« plantation » oligopole – aval oligopole	Banane export – ananas export - palmier
	Marché A moyenne ou courte distance : marché national et hinterlands	Offre atomisée – intermédiaires nombreux – aval/détail atomisé	Lait, fromages – viande fraîche Igname et tubercules – plantain Légumes
		Producteur – vendeur sur le marché	
		Offre oligopole – circuit court vers supermarchés (avec ou sans intégration)	Lait, produits laitiers – oeufs – viande de ranch – volaille
		Offre atomisée mais en bassin de collecte organisé pour une industrie en oligopole	Lait – oeufs – canne à sucre Volaille – porcs pour viande (abattoir)
Produits moyennement périssables	Marché A longue distance	Offre atomisée – commerce concentré – détail atomisé	Fromages secs – oignon – pomme de terre
	Marché à courte distance péri urbain	Offre atomisée – nombreux réseaux de commerce – vente atomisée	Produits laitiers – légumes – fruits – animaux vivants
		Producteur – vendeur sur marché	
Produits non ou peu périssables	Marché local à longue distance	Offre atomisée – collecte pour industries en oligopole	Coton Riz – maïs aliment et brasserie – soja Cacao - café – sésame Ricin – anacarde – arachide
		Offre atomisée – intermédiaires réduits et vente atomisée	Niébés – mil – sorghos Maïs – tomate séchée Bétail sur pied puis boucherie
	Marché local et hinterland	Offre atomisée – intermédiaires nombreux et vente atomisée	Arachide de circuit local – mil – sorghos – maïs niébés – viande séchée Lait frais et caillés

*m M. vnrron — L'oui m Hibères agroalimentaires en Afrique — Comment rendre le marché plus efficace ?
MAE/DGCUD — Paris — p. 17*

Références bibliographiques

Bastianelli D. 2001. Etude des filières avicoles intensives au Burkina Faso, in Filières agroalimentaires en Afrique : comment rendre les marchés plus efficaces ? Mae/Dgcid. Paris.

Boyer R. 1986. La théorie de la régulation : une analyse critique. La Découverte. Paris.

Boyer R. 1990. Les problèmes de la régulation face aux spécificités sectorielles. Perspectives ouvertes par la thèse de P. Bartoli et D. Boulet in Inra.Cer 17.

Brousseau E. 1989. L'approche néo-institutionnelle des coûts de transaction. Revue française d'économie Vol IV 4.

Bush L. 1990. How to study agricultural commodity chains : a methodological proposal. In Griffon M. ed. Economie des filières en région chaude. Séminaire d'économie. Montpellier 1989. Cirad. Montpellier. (13-24)

Chateigner J. 1990 L'économie des tubercules dans la région des plateaux du Togo. In Economie des filières en région chaude. Séminaire d'économie. Cirad. Montpellier. (215-240)

Chevassus-Lozza E, Valceschini E, 1992. Les concepts de l'économie des conventions et leur articulation. Séminaire d'économie Institutionnelle et agriculture. Cirad. Montpellier

Daviron B. 1998. Les défaillances de marché et les filières agricoles. Cirad-Ecopol, Document de travail 38. Paris.

Ducrot R. 2001. La filière riz à Niono. In Filières agroalimentaires en Afrique : comment rendre les marchés plus efficaces ? Mae-Dgcid. Paris.

Dupressoir S. 1998. Conventions, modèles d'unités commerçantes et dynamique du marché du riz au Mali, Thèse de doctorat Ehess. Paris.

Duteurtre G. L'organisation de la filière laitière autour de Niono (Mali), in Filières agroalimentaires en Afrique : comment rendre les marchés plus efficaces ? Mae/Dgcid. Paris.

Fabre P et alii, 1997. Le concept de filière : un outil pour la recherche. Cirad. Notes et documents 24. Paris.

Fafchamps M, de Janvry A., Sadoulet E. 1995. Transaction costs, market failures, competitiveness and the state. Communication personnelle. University of California at Berkeley.

Favereau O. 1993. Développement et économie des conventions. In Instabilités, incertitude et organisations africaines. Cered/Larea Nanterre 265-88

Gregoire E. 1990 Etat des réseaux marchands dans le commerce des vivres au Niger. In Griffon M et. Economie des filières en région chaude. Séminaire d'économie. Cire. Montpellier (496-501)

Griffon M. 1990. Une application simplifiée du concept de filière en vue de la définition de politique agricoles. In Griffon M. et. Economie des filières dans les régions chaudes. Séminaire d'économie. Cire. Montpellier. (75-80)

Griffon M., Hugon P. 1995. Meso-economic analysis, « filière » and competitiveness in Africa ; in Benoît-Cattin, Griffon, Guillaumont. Economics of agricultural policies in developing countries. Revue française d'économie. Paris.

Griffon M. 1992. Peut-on utiliser les concepts de la régulation pour l'analyse des filières internationales ? Cirad-Urpa. Document de travail 10. Paris.

Griffon M. 1994. Analyse de filière et analyse de compétitivité. In Benoit-Cattin et alii, et. Economie des politiques agricoles dans les pays en développement tome 1. Revue Française d'Economie (155-178)

Griffon M. 2001. Filière agroalimentaires en Afrique : comment rendre le marché plus efficace. Mae/DGCID .Paris

Guerrien B. 1993. L'économie néo classique. La Découverte. Paris.

Hoff K., Braverman A., Stiglitz J.E. 1993 The economics of rural organisation, theory, practice and policy. In The economics of rural organisation. World Bank Oxford University Press. New York 1-30.

Hugon P. 1998. Instabilité et organisation des filières coton en Afrique. Cered-Forum. Paris X. Nanterre.

Hugon P, 1998. Avantages comparatifs, compétitivité, et organisation des filières. Boîte à idées. Mae-Cirad-Ecopol. Paris.

Hugon P, Griffon M., 1996. Meso-economic analysis, « filiere » and competitiveness in Africa. In Benoît-Cattin et alii. Economics of agricultural policies in developing countries. Revue Française d'économie. Paris.

Leplaideur A. 1990 Premiers éléments sur les commerçants du riz en Guinée. In Economie des filières en région chaude. Séminaire d'Economie. Cire. Montpellier. (269-282)

Leverrier B. 2001. La filière haricot vert du Burkina Faso, in Filières agroalimentaires en Afrique : comment rendre le marché plus efficace ; Mae-Dgcid. Paris.

Ménard C. 1990 L'économie des organisations. Paris. La Découverte 129p.

Merdaoui F., 1999. Importations et instabilité des marchés céréaliers au Burkina Faso. Thèse Paris 1.

Moustier P. 1990. Performances du système de commercialisation des légumes à Brazzaville. In Griffon M. et. Economie des filières en région chaude. Séminaire d'économie. Cire. Montpellier (567-584)

Moustier P. 1998. Contribution à l'économie des organisations aux débats sur les marchés africains : l'économie des coûts de transaction et de l'information imparfaite. Cirad-Ecopol. Document de travail 35. Paris.

Orléan A. 1989. Pour une approche cognitive des conventions économiques. *Revue économique*. Vol 40-2

Ostrom E, and alii. 1992. Institutional incentives and rural infrastructure sustainability. DFM/ARD UT. Burlington Usa.

Requier-Desjardins D. 1994. L'économie des organisations et l'analyse du comportement des unités domestiques en Afrique Sub-saharienne. *Economie appliquée*. XLVI (4) 105-131

Ruf F. 2001. Libéralisation et tenaille des prix du cacao par rapport aux intrants ; le cas de l'Ouest Cameroun. In *Filières agroalimentaires en Afrique : comment rendre le marché plus efficaces ?* Mae/Dgcid. Paris.

Schmid A. 1992. Fondations juridiques du marché. Conséquences pour l'Afrique. Msu. Staff Paper 92-28. East Lansing. Michigan.

Smith L.D. 1994. Problems of liberalising rural markets. The Kenya case. Communication personnelle.

Staatz J., Dioné J., Dembele N., 1989. Cereals market liberalization in Mali. *World Development* 17(5) 703-718

Stiglitz J.E., 1998. Economic organisation, information and development. In Chevery H, Srinivagan T.N. (eds) *Handbook of development economics*. Vol 1 Elsevier Science publishers 93-160.

Thévenot L. 1986. Economie et formes conventionnelles. In Salais R, hévenot L (eds). *Le travail, marchés, règles, conventions*. Paris. Insee Economica.

Walliser B. 1989. Théorie des jeux et genèse des institutions. *Recherches économiques de Louvain* 55(4). 339-64.

Walliser B. 1995. Théorie des jeux et genèse des institutions. *Recherches économiques de Louvain* Vol 55-4.

Williamson O.E. 1985. Reflection on the new institutional economics. *Journal of Institutional Economics* Vol 141

Williamson O..E. 1985 *The economic institutions of capitalism : firms, markets, relational contracting*. New York. The free press.